

## **Le blocus de Cuba, obstacle à la Solidarité Internationale.**

### **INTRODUCTION :**

#### **1) Quelques dates :**

Dès le triomphe de la Révolution Cubaine, le nouveau gouvernement fait savoir aux Etats-Unis, où partait la plus grande partie de sa production de sucre, que maintenant, il allait falloir le payer au juste prix. La réaction ne se fait pas attendre, les Etats-Unis, dès le 3 juillet 1960, réduisent leur quota d'importation de sucre. En octobre de la même année, Eisenhower impose un embargo partiel qui interdit toute exportation des Etats-Unis vers Cuba à l'exception des médicaments et des produits alimentaires non subventionnés. Le 3 janvier 1961, les relations diplomatiques sont rompues. Depuis cette date, les choses n'ont fait que s'aggraver : en effet, en septembre 1961, le Congrès américain interdit toute aide à Cuba et Kennedy met en place un blocus commercial entre les 2 pays. Blocus qui, 50 ans plus tard, est toujours en place ...

Le 13 novembre 1991 l'ONU décide de mettre pour la 1<sup>o</sup> fois à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée Générale le vote sur « la nécessité de lever le blocus de Cuba ». En octobre 1992, c'est à dire un an plus tard, presque jour pour jour, George Bush père signe la Loi Torricelli dont nous allons reparler.

#### **2) Les buts du blocus :**

Le blocus vise, selon le mémorandum du gouvernement étasunien du 6 avril 1960, à provoquer « le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques [...] à affaiblir la vie économique en refusant à Cuba de l'argent et des livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels, à provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. »<sup>1</sup>

« La Convention de Genève pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948, classe comme génocidaire à son article II b) « l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe » et à son article II c) la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». »<sup>2</sup>

### **I. Les réglementations qui régissent le blocus :**

**La Loi sur l'Aide Extérieure** (Foreign Assistance Act) : C'est par cette loi que le Congrès étasunien autorise le président à établir et maintenir « un embargo total sur le commerce entre les Etats-Unis et Cuba » en septembre 1961. Elle interdit par ailleurs l'octroi de n'importe quelle aide au gouvernement cubain.

**La loi sur le commerce avec l'ennemi** (Trading with the Enemy Act (TWEA)) : promulguée en 1917 pour restreindre le commerce avec des nations jugées hostiles, elle

---

1 Cité par Bruno Rodriguez Parrilla, MINREX à l'ONU le 25 octobre 2011 avant le vote sur le blocus.

2 Bruno Rodriguez Parrilla, MINREX à ONU le 25 octobre 2011, avant le vote sur le blocus.

est étendue par la suite pour permettre au président des transactions qui impliqueraient des ressortissants étasuniens dans un pays étranger en temps de guerre ou « pendant n'importe quelle période d'urgence nationale décrétée par le président ». C'est sur cette loi que se fondent les premières réglementations sur le blocus de Cuba en 1962. Barack Obama a annoncé le maintien de cette loi le 2 septembre 2010.

**La Loi sur la gestion des exportations** (Export Administration Act (EAA)) : adoptée en 1979, elle confère au président l'autorité pour contrôler les exportations et réexportations de biens et de technologies, en particulier de celles qui seraient jugées comme se faisant au détriment de la sécurité nationale des Etats-Unis.

**La Loi relative à la démocratie cubaine** (Cuban Democracy Act (CDA)) : Cette loi est plus connue sous le nom de **Loi Toricelli**. Elle est signée par George Bush père en octobre 1992 , permet de renforcer les mesures économiques contre Cuba et fournit une justification à l'extraterritorialité du blocus.

Elle interdit, par exemple, à des filiales de sociétés étasuniennes établies dans des pays tiers, de faire du commerce avec Cuba ou avec des ressortissants cubains. Elle interdit aussi aux cargos de pays tiers qui auraient accosté dans un port cubain d'entrer dans un port étasunien pendant 180 jours.

**La Loi relative à la solidarité démocratique et à la liberté cubaine** (Cuban liberty and Democracy Solidarity Act) : Plus connue sous le nom de **Loi Helms-Burton**, elle est signée par Bill Clinton en mars 1996. Elle vise à décourager les investissements étrangers à Cuba et à internationaliser le blocus.

Pour cela, elle codifie les dispositions du blocus, limite les prérogatives du président à revenir sur cette politique et élargit sa portée extraterritoriale.

Elle interdit, par exemple, l'entrée aux Etats-Unis aux cadres de sociétés étrangères (et à leur famille) qui auraient investi dans des biens « saisis » à Cuba et donne la possibilité d'actions légales contre eux devant des cours étasuniennes.

**Les Réglementations concernant la gestion des exportations** (Export Administration Regulations (EAR)) régissent les exceptions à la *Loi sur la Gestion des Exportations* et les autorisations accordées par le Bureau d'industrie et de sécurité du Département du Commerce. Ces réglementations sont avalisées par la *Loi sur le commerce avec l'ennemi* et par la *Loi relative à la gestion des exportations*.

### **Plan Bush pour une Cuba Libre 2004.**

Tous ces textes sont extrêmement longs et il serait fastidieux de citer ici toutes les mesures qu'ils contiennent. Nous nous limiterons donc à celles qui gênent de façon évidente la solidarité internationale, qu'elle soit dirigée vers Cuba ou pratiquée par Cuba.

## **II. Les principales mesures .**

### **1) Les interdictions :**

- Interdiction de tout commerce avec les Etats-Unis sauf autorisations spéciales délivrées par le Département du Commerce.
- Interdiction aux filiales d'entreprises étasuniennes établies dans des pays tiers de faire la moindre transaction avec des entreprises cubaines.

- Interdiction aux entreprises de pays tiers d'exporter aux Etats-Unis des produits d'origine cubaine ou fabriqués avec des composantes cubaines.
- Interdiction à des entreprises de pays tiers de vendre à Cuba des biens ou des services dont la technologie contiendrait plus de 10% de composantes étasuniennes, même si les propriétaires sont des ressortissants de ces pays-là.
- Interdiction aux navires transportant des produits venant de Cuba ou à destination de Cuba d'entrer dans un port étasunien quelle que soit leur nationalité.
- Interdiction aux banques de pays tiers d'ouvrir un compte en dollars à des personnes ou à des entités cubaines
- Interdiction aux banques de pays tiers de réaliser des transactions financières en dollars avec des personnes ou des entités cubaines.
- Des sanctions sont prévues à l'encontre des hommes d'affaire des pays tiers qui feraient des investissements ou des affaires avec Cuba et à leur famille : refus de visas d'entrée aux Etats-Unis, actions devant les tribunaux étasuniens si les opérations en question concernent des biens réclamés par des Etasuniens de naissance ou des Cubains naturalisés Etasuniens.

## 2) Les agressions<sup>3</sup> :

- 59 millions de dollars sont alloués sur 2 ans pour :
  - créer un fonds international pour le développement de la « société civile » à Cuba qui attirerait des « bénévoles » des pays tiers qui se rendraient dans le pays pour offrir leur aide aux mercenaires à la solde des USA.
  - créer , avec l'OEA, des bourses d'études pour financer les études de contre-révolutionnaires dans des universités étasuniennes ou latino-américaines.
- 18 millions de dollars sont alloués aux transmissions de Radio et TV Marti, auxquelles un avion C-130 est entièrement consacré .
- Les campagnes publiques à l'étranger contre Cuba doivent se poursuivre et être renforcées . Il leur est alloué 5 millions de dollars supplémentaires et elles porteront sur :
  - de soi-disant « violations des droits de l'homme » à Cuba.
  - « la subversion de gouvernements démocratiquement élus en Amérique Latine ».
  - « l'espionnage mené contre d'autres pays » par Cuba.
- Des conférences internationales ou nationales seront organisées dans des pays tiers pour « disséminer des informations » sur les politiques étasuniennes destinées à promouvoir la « transition » à Cuba.
- Un poste de « coordonnateur de la transition à Cuba » est créé au Département d'Etat.

Nous ne nous étendrons pas sur les dommages causés par le blocus sur l'économie cubaine. Tous les chiffres se trouvent dans le « Rapport sur la nécessité de lever le blocus

3 PLAN BUSH pour une Cuba libre 6 mai 2004, toujours en vigueur...

de Cuba » présenté chaque année par Cuba à l'ONU. Nous évoquerons seulement ce soir les dommages générés par le blocus sur la solidarité internationale, aussi bien dirigée vers Cuba que pratiquée par Cuba . Ces dommages sont grands car ils touchent tous les domaines.

### III. LES DOMMAGES CAUSES PAR LE BLOCUS :

#### 1) La coopération et les échanges internationaux :

Plusieurs projets de coopération de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont été victimes du blocus.

Le 3 novembre 2010, le Département du Trésor a informé le Centre d'Etudes Cubaines de New York qu'il ne renouvellerait pas son permis de mener à bien des projets d'échanges culturels avec des institutions cubaines.

L'industrie cubaine de biotechnologie ne peut conclure d'alliances stratégiques avec des entreprises étasuniennes pour développer des projets de recherche et de développement.

Les préjudices causés par le blocus dans le domaine du **sport** ont été calculés, au minimum, à 1 546 565 dollars.

Le projet MARABANA/MARACUBA 2010 n'a pas pu compter sur la participation d'environ 300 coureurs étasuniens parce que leur pays leur a refusé la permission de voyager à Cuba. Cette interdiction a causé un manque à gagner d'environ 102 000 dollars pour le projet.

Le 17 février 2011, le département du Trésor étasunien a refusé au Club de yachting de Sarasota le permis d'organiser à Cuba la régata Sarasota-La Havane.

En mai 2011, Washington a refusé les visas au **Président de la Fédération Cubaine de Gymnastique**, William García, invité à une réunion de la Fédération Internationale en Californie ainsi qu'à l'entraîneur de la médaillée olympique Eglys Cruz, qui devait accompagner celle-ci à la Coupe du Monde de Fort Benning.

Dans les deux cas, le visa avait été demandé dans les délais fixés au Bureau des Intérêts des Etats-Unis à La Havane<sup>4</sup> .

#### La culture :

En mai 2009, le Département d'Etat des Etats-Unis, dirigé par Hillary Clinton, a refusé au célèbre chanteur cubain **Silvio Rodriguez** d'assister à l'hommage rendu au chanteur «folk» nord-américain Pete Seeger qui a fait connaître mondialement la chanson Guantanamo, composée par Joseito Fernandez, sur des paroles de José Martí. à l'occasion de ses 90 ans. Pete Seeger a séjourné à cinq reprises à Cuba et n'a cessé de critiquer le blocus imposé par les Etats-Unis .

«Aujourd'hui vendredi 1er mai,écrivait Silvio à sa sœur, je viens de me connecter au site Internet de l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Ici, il est 20h40. Tous les jours ce site web publie la liste des visas sollicités et accordés, s'il y a lieu. Ma demande s'y trouve encore et on y dit que les procédures sont toujours en cours. Comme je devais prendre mon vol ce soir pour New York et que je n'ai toujours pas mon visa, je ne pourrai me rendre aux

---

4 Plus connu sous le sigle SINA, il remplit certaines des fonctions d'une ambassade et est hébergé dans les bâtiments de l'ambassade suisse.

Etats-Unis. Demain, je rentrerai donc à La Havane. »<sup>5</sup>

### **Les Cubains ne peuvent recevoir les prix qui leur sont décernés à l'étranger :**

Le 15 juin 2006, le jeune **Sosa Gonzalez** n'avait pu recevoir le prix qu'il avait gagné au X<sup>v</sup>e Concours international du **Programme des Nations unies pour l'environnement** (PNUE) à Alger lors de la remise des prix par la compagnie japonaise **Nikon**, sponsor de l'opération, qui avait invoqué l'embargo américain contre Cuba.

Pour le consoler de sa déconvenue, en octobre de la même année, Fidel Castro lui fait remettre en son nom par le vice-ministre de la Santé Roberto Gonzalez, un appareil photo numérique.

En octobre 2010, une **équipe de l'Université Centrale de Las Villas** « Marta Abreu » n'a pu recevoir la Mention Honorable, obtenue au Concours de Programmation Collégiale Internationale de l'Association d'Ordinateurs (ICPCACM) qui s'est déroulé en Chine sous les auspices de l'IBM.

Alberto Lamadrid, directeur de la région Mexique-Amérique Centrale de l'ICPC-ACM, a fait savoir aux organisateurs cubains que l'ACM et l'IBM lui avaient déclaré : « Cuba est un pays soumis à un blocus avec lequel l'IBM ne peut pas faire des affaires en ce moment. C'est pour cette raison que nous ne pouvons fournir aucun fonds à ce site et le nom d'IBM ne peut pas figurer sur son site web ».

## **2) La solidarité internationale envers Cuba:**

Il est très difficile d'envoyer du matériel à Cuba, le « risque Cuba » faisant augmenter considérablement le montant du fret, déjà cher à cause de la distance. Beaucoup de compagnies maritimes refusent de prendre à leur bord du fret pour Cuba, sachant qu'après avoir mouillé dans un port cubain, elles n'auront plus le droit d'accoster aux Etats-Unis pendant 190 jours et les compagnies aériennes ne prennent plus de fret gratuit. De nombreuses petites associations de solidarité se découragent et renoncent à envoyer à Cuba un matériel dont l'île aurait pourtant bien besoin...

Récemment, le département du Trésor a refusé des permis de voyage à deux importantes organisations non gouvernementales étasuniennes qui ont coopéré depuis des années avec des institutions cubaines dans le domaine de la santé. Les dons de médicaments que ces ONG destinaient à Cuba risquent de ne pas arriver à destination.

En juillet de cette année, les autorités étasuniennes ont saisi sept ordinateurs que les membres de la 22<sup>e</sup> Caravane de l'Amitié Etats-Unis-Cuba, des Pasteurs pour la Paix acheminaient vers Cuba et les leur ont rendus lorsqu'ils ont repassé la frontière vers les Etats-Unis. « Après avoir reçu les ordinateurs, les membres des Pasteurs pour la Paix ont de nouveau traversé à pied le point de passage frontalier en direction du Mexique en transportant la cargaison qui sera finalement envoyée à Cuba », indique un article de RHC du 4 août 2011.

Voilà le genre de tracasseries auxquelles sont confrontés ceux qui veulent aider Cuba...

---

5 Source gramna.cu

En janvier 2011, le gouvernement des Etats-Unis a saisi 4 207 000 dollars provenant du Fonds Mondial pour la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria destinés au financement de projets de coopération avec Cuba pour combattre le SIDA et la tuberculose. Trois projets mis en place dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire dont les retombées positives sur la population sont bien connues ont été ainsi entravés.

Cuba a dénoncé cette mesure comme illégale et cherchant à entraver la coopération internationale mise en place par les Nations Unies à travers ses agences, fonds et programmes. A la suite de cette dénonciation, le Département du Trésor a décidé, en mai 2011, l'octroi d'une permission générale pour débloquer ces fonds qui prendra fin le 30 juin 2015. Mais le gouvernement des Etats-Unis s'arroge toujours le droit de contrôler arbitrairement les fonds destinés à Cuba par la coopération multilatérale.

« Le fait même que les ressources de cette institution spécialisée aient besoin, pour parvenir à Cuba, d'une autorisation de l'administration étasunienne constituée, indépendamment de la volonté de transformer des programmes si sensibles en otages d'une politique d'agression contre mon pays, un irrespect flagrant des Nations Unies et de leurs institutions,»<sup>6</sup> déclarait Bruno Rodriguez Parrilla dans son discours à l'ONU préalablement au vote sur « la nécessité de lever le blocus de Cuba », le 25 septembre 2011.

Par ailleurs, certaines banques refusent d'effectuer des virements d'argent à Cuba par crainte des sanctions qu'elles pourraient encourir.

### **Le blocus empêche Cuba de payer ses contributions aux organismes internationaux en Suisse**

Les comptes des organisations internationales en Suisse (ONU, UNESCO) sont ouverts à la banque UBS. Or, les Etats-Unis ont imposé à cette banque une amende de 100 millions de dollars pour avoir réalisé des transactions avec Cuba. Cuba, à qui il est donc interdit de poursuivre ses transactions financières internationales à travers la banque UBS doit donc réaliser celles-ci à travers des pays tiers, ce qui augmente le coût des opérations, du fait du paiement des services bancaires.

Serait-ce une façon de tenter d'exclure Cuba des organismes internationaux qui reconnaissent régulièrement la qualité du travail cubain ?...

En 2005 s'est déroulé à Cuba le premier **Congrès international d'alphabétisation**. Cuba a offert le programme « Yo sí puedo » à l'UNESCO, pour contribuer à réduire les taux d'analphabétisme en peu de temps. Durant la 33e Conférence générale de cette organisation de l'ONU, un nombre significatif de pays a reconnu les résultats satisfaisants du projet. Et, en 2006, l'UNESCO a décerné à Cuba le « Prix Roy Sejong » pour sa méthode d'alphabétisation, utilisée dans de nombreux pays avec un énorme succès.

### **3) La solidarité internationale pratiquée par Cuba ou les actions internationalistes de Cuba :**

---

<sup>6</sup> Bruno Rodriguez Parrilla, MINREX, ONU 25 octobre 2011

Le blocus gêne aussi, naturellement, la solidarité internationale pratiquée par Cuba et cela de plusieurs façons. Tout d'abord, dans les domaines qui touchent toute la population cubaine, comme l'éducation, la santé et l'alimentation car une partie de la solidarité internationale de Cuba s'exerce sur le territoire national. D'autre part, et nous le verrons tout à l'heure, il s'en prend aux actions internationalistes de Cuba proprement dites, c'est à dire aux populations auxquelles Cuba apporte son aide.

### 1) **L'éducation :**

Un exemple de la solidarité pratiquée par Cuba envers des pays étrangers sur son propre territoire :L'ELAM , Ecole Latino-Américaine de Médecine, née de la proposition du président Fidel Castro, au moment où l'ouragan Mitch avait tué plus de 40 000 personnes en Amérique centrale, d'envoyer sur place chaque année, une force médicale capable de sauver autant de vies que Mitch en avait détruites, et de remplacer peu à peu les médecins cubains par des médecins autochtones.

Pendant toute la durée de leurs études, la formation, la nourriture, le logement, ainsi que les éléments pour la pratique leur sont fournis gratuitement. En échange, ils s'engagent à retourner dans leur pays d'origine pour soigner leurs compatriotes.

De nombreux étudiants étrangers poursuivent des études gratuites à Cuba : latino-américains pour la plupart mais aussi européens et même étasuniens. Ce sont des enfants de familles pauvres qui n'ont aucun accès aux études dans leur propre pays et qui s'engagent, une fois leurs études terminées, à rentrer dans leur pays d'origine pratiquer leur métier.

Cuba doit acheter à des pays lointains le matériel scolaire dont elle a besoin et ces étudiants souffrent, comme les autres, des difficultés engendrées par le blocus.

### 2) **La santé :**

Les préjudices causés par le blocus au secteur de **la santé publique** entre mai 2010 et avril 2011 ont été chiffrés à 15 000 000 de dollars. Ils sont essentiellement dus au fait que Cuba doit acheter à des pays lointains (Chine, Japon, Europe...) les médicaments , le matériel chirurgical , les instruments médicaux ainsi que des réactifs, les pièces détachées et des équipements qu'elle ne produit pas et ne peut acheter aux Etats-Unis.

Les malades les plus graves pris en charge par les Brigades Médicales Cubaines à l'étranger , de quelque pays que ce soit, sont acheminés vers La Havane. C'est là que Kim Phuc, qui courait nue sur une route du Viet-Nam, brûlée par le napalm, a été soignée.

Cuba soigne également dans un hôpital spécial à Tarara, les victimes de la catastrophe deTchernobyl . En 2006, 16 000 enfants, 3000 adultes venant des trois républiques soviétiques touchées par la catastrophe avaient été soignés,13 opérations cardio-vasculaires pratiquées pour des malformations, ainsi que 7 greffes de moelle, 2 greffes de reins, et 2000 opérations orthopédiques et neurologiques.

### 3) **L'alimentation :**

« Cuba ne produit pas assez de nourriture pour nourrir sa population et dépend d'importations de nourriture. .. Il est difficile de faire pousser toute la nourriture nécessaire à Cuba : l'agriculture tropicale est difficile et les céréales doivent être importées, »<sup>7</sup> signale Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU pour le Droit à l'Alimentation dans son rapport sur Cuba .

A cause du blocus et des difficultés rencontrées pour acheter des aliments aux USA, Cuba doit les faire venir de contrées lointaines et elles lui coûtent donc plus cher à cause, en particulier, du prix du fret et des assurances qu'elle doit contracter pour les faire transporter.

Le FAO a déclaré : « L'importation de nourriture pour la consommation humaine , particulièrement celle destinée aux programmes sociaux , est affectée par l'embargo, car les restrictions limitent leur quantité et leur qualité . » (A/ 62/92, paragraphe 84) .<sup>8</sup>

« Le riz est embarqué en Chine ou au Viet Nam, ce qui prend 45 jours pour rallier Cuba. Par voie de comparaison, il reviendrait à un tiers du prix d'embarquer aux Etats-Unis et cela prendrait seulement deux jours. »<sup>9</sup>

Les nombreux étudiants d'origine étrangère qui suivent des études à Cuba souffrent aussi des difficultés d'approvisionnement du pays en produits alimentaires bien que l'attribution de la libreta<sup>10</sup> réduise ces inconvénients.

En novembre 2006, lors de notre première participation à cette Semaine de la Solidarité Internationale, nous nous sommes penchés sur les actions internationalistes de Cuba. Je n'y reviendrai donc pas. Vous trouverez tous les détails de l'aide que Cuba apporte aux plus démunis dans le monde dans notre document « Faut-il être un pays riche pour aider les autres ? » téléchargeable en format PDF sur notre site:

<http://vivecuba.e-monsite.com/pages/documents-semaine-de-la-solidarite-internationale.html>

ou [http://www.editoweb.eu/vive\\_cuba/CUBA-AIDE-LES-AUTRES-PAYS\\_r29.html](http://www.editoweb.eu/vive_cuba/CUBA-AIDE-LES-AUTRES-PAYS_r29.html)

#### **4) Les Brigades Médicales Cubaines :**

Le 6 mai 2004, le Plan pour une Cuba Libre, mis en place par George Bush, renforce le blocus de Cuba par une nouvelle mesure directement liée à la solidarité que l'île manifeste envers tous les peuples du monde. En effet, le document établit « que les Etats-Unis refuseront toute exportation liée à des équipements médicaux qui peuvent être utilisés pour des programmes d'attention à des patients étrangers. » « Le gouvernement des Etats-Unis , a déclaré Felipe Perez Roque à l'ONU à l'occasion du vote condamnant le blocus de Cuba, le 8 novembre 2006, a toujours tenté d'entraver par tous les moyens possibles les programmes d'aide médicale internationale que Cuba réalise »

Présentes dans de nombreux pays, elles soignent les plus démunis, dans les quartiers où

---

7 Rapport Ziegler sur le droit à l'alimentation à Cuba. Jean Ziegler a visité Cuba du 28 octobre au 6 novembre 2007.

8 Cité par Ziegler dans son rapport

9 Rapport Ziegler

10 Panier de produits alimentaires à prix subventionnés attribué à tout citoyen cubain.



les médecins du pays ne viennent pas, comme au Venezuela où une consultation médicale coûte 100 dollars... Présentes en Haïti depuis de longues années, elles viennent d'y terminer leur mission. La Brigade Henry Reeve, spécialisée dans les situations de catastrophes naturelles, que Cuba Si France Provence soutient depuis sa création, est rentrée à Cuba il y a quelques jours.

Cuba n'est pas allée en Haïti après le séisme de janvier 2010, Cuba était déjà en Haïti. Pendant les onze ans de travail préalable, la brigade médicale cubaine, présente sur 127 des 137 communes haïtiennes, a sauvé 233 442 vies humaines, a réalisé 14 millions de consultations, 225 000 actes chirurgicaux et 109 000 accouchements.

Depuis le séisme, ont été réalisées :

- environ 260 000 consultations,
- plus de 7000 actes chirurgicaux,
- environ 1400 accouchements
- et presque 100 000 vaccins ont été administrés.
- Plus de 50 000 patients ont été accueillis en rééducation
- plus de 75 000 enfants dans des consultations de thérapie psychologique et sociale

Dans le programme travaillent 783 médecins cubains, 481 haïtiens et 278 de 28 autres pays, tous diplômés à Cuba.

La brigade Médicale Cubaine a rendu ou amélioré la vision de 46 000 Haïtiens dans le cadre du programme de « l'Opération miracle ».

Pendant cette période, 165 000 Haïtiens ont été alphabétisés en créole. Si nous estimons les services médicaux offerts pendant ces années et la formation du personnel médical à Cuba, cela représente environ 400 millions de dollars pour cette période.

Le 25 avril 2011, la société Pay Pal eBay, qui réalise des virements bancaires par internet, a annulé l'envoi de fonds faits par le Groupe irlandais de soutien à Cuba sur le compte cubain destiné à recueillir les dons pour Haïti, après le tremblement de terre de janvier 2010.

Pay Pal a déclaré : « Nous enfreindrions la loi sur le commerce avec l'ennemi en facilitant un virement profitant à Cuba et nous pourrions faire l'objet de sanctions de la part de l'OFAC.<sup>11</sup> »

## **CONCLUSION :**

« Si le plan cynique du Président Bush était un succès, déclarait encore Felipe Perez Roque le 8 novembre 2006 à l'ONU , Cuba ne pourrait donner aux autres peuples qui sont représentés ici par nombre d'entre vous, son aide modeste et généreuse dans un domaine dans lequel personne ne nie notre développement et notre expérience. Depuis 2004, Cuba a mis en place l'Opération Miracle grâce à laquelle près de 400 000 personnes de 28 pays ont été opérées gratuitement et ont recouvré la vue. Si l'offensive étasunienne parvient à paralyser cet effort plus d'un million de personnes perdront la vue. »

---

<sup>11</sup> Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers.

Depuis lors, rien n'a changé...

Le 25 octobre 2011, au cours du dernier vote à l'ONU, Bruno Rodriguez Parrilla, faisait la même constatation : « Il suffit de réviser ce que Wikileaks a divulgué récemment pour constater combien le département d'État et les ambassades étasuniennes dans tous les pays œuvrent pour entraver les relations politiques, diplomatiques, économiques, commerciales et de coopération de Cuba. Comment ne pas s'effarer de constater, si l'on tient compte de ces révélations, que les autorités étasuniennes s'intéressent au travail humanitaire que les brigades médicales cubaines réalisent d'une manière noble et désintéressée auprès de millions de personnes dans des dizaines de peuples frères, qu'elles s'en inquiètent et qu'elles cherchent à l'entraver ? <sup>12</sup> » déclarait-il.

Nous avons d'un côté un tout petit pays qui met toutes ses forces au service des peuples du monde, des pauvres, des déshérités, des oubliés, de tous ceux que l'impérialisme et le capitalisme laissent sur le bord du chemin, de l'autre, la plus grande puissance du monde, celle qui s'arroge le droit de décider de qui doit vivre et de qui doit mourir. Mais force nous est de constater que malgré l'inégalité des forces, c'est le petit pays qui sort vainqueur de cet affrontement. La ténacité de ce peuple n'est plus à démontrer. Il suffit, pour s'en persuader, d'écouter Bruno Rodriguez Parrilla devant l'ONU ce 25 octobre :

« Car ce que l'administration étasunienne veut voir changer à Cuba ne changera pas. Le gouvernement cubain demeurera « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Nos élections ne seront pas des ventes à l'encan.[...] Nous continuerons de conquérir « toute la justice ». Nous protégerons l'égalité des chances de chaque enfant et nous n'abandonnerons personne. Nous ne renoncerons pas à nos politiques sociales. Nous continuerons d'offrir la santé et l'éducation gratuites à tous. Nous garantirons le droit au travail, à une retraite digne et à la sécurité sociale. Nous continuerons d'offrir une paie égale à travail égal. Nous protégerons la maternité et l'invalidité. Nous continuerons de situer l'être humain en premier lieu comme le bien le plus précieux. Nous défendrons notre culture. Nous garantirons l'exercice des droits humains à tous les Cubains. »

Ces paroles, si elles étaient prononcées par un de nos hommes politiques, ne seraient que de belles paroles, des « promesses électorales » en quelque sorte. Dans la bouche d'un Cubain, elles ont un autre sens car elles sont l'expression de la réalité cubaine depuis 50 ans, 50 ans que la Révolution a triomphé, 50 ans que dure le blocus...et 20 ans que la terre entière le condamne.

Alors, interrogeons-nous : que pouvons-nous faire pour aider ce peuple ? Nous pouvons dénoncer le blocus, nous pouvons informer sur les préjudices qu'il provoque et nous devons le faire car nous savons que l'aide que nous aurons apportée à Cuba profitera, par son intermédiaire, à tous les peuples de la terre...

Françoise Lopez  
pour Cuba Si France Provence,  
Salon-de-Provence, 18 novembre 2011  
[cubasifranceprovence@orange.fr](mailto:cubasifranceprovence@orange.fr)  
site web : <http://cubasifranceprovence.over-blog.com/>

---

12 Bruno Rodriguez Parrilla, MINREX 25 octobre 2011 ONU

## BIBLIOGRAPHIE :

RAPPORT DE CUBA sur la résolution 61/11 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », juillet 2007.

RAPPORT DE CUBA sur la résolution 62/3 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », juillet 2008.

RAPPORT DE CUBA sur la résolution 63/7 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », juillet 2009.

RAPPORT DE CUBA sur la résolution 64/6 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », juillet 2010.

Les rapports de Cuba sur le blocus jusqu'en 2010 sont téléchargeables sur notre site:  
[http://www.editoweb.eu/vive\\_cuba/RAPPORTS-DE-CUBA-SUR-LES-EFFETS-DU-BLOCUS\\_a149.html](http://www.editoweb.eu/vive_cuba/RAPPORTS-DE-CUBA-SUR-LES-EFFETS-DU-BLOCUS_a149.html)

RAPPORT DE CUBA sur la résolution 65/6 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », juillet 2011.

<http://vivecuba.e-monsite.com/pages/le-blocus.html>

Les résultats du vote de l'Assemblée Générale 2011 et le compte-rendu de la séance sont téléchargeables sur notre site :

[http://cubasifranceprovence.over-blog.com/pages/LE\\_BLOCUS-5833680.html](http://cubasifranceprovence.over-blog.com/pages/LE_BLOCUS-5833680.html)

RAPPORT ZIEGLER sur la sécurité alimentaire à Cuba, 2007

[http://www.editoweb.eu/vive\\_cuba/Documents\\_r9.html](http://www.editoweb.eu/vive_cuba/Documents_r9.html)

LA MODERNITE D'UN ARCHAISME : l'embargo cubain au défi des critiques adressées à la loi Helms-Burton par Ariel Colonos, Centre d'études et de recherches internationales Sciences Po , Les Etudes du CERI N°63 mars 2000.

<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude63.pdf>

LE DEFI CUBAIN, Jean Solbès, éditions Graphein.

[http://www.editoweb.eu/vive\\_cuba/search/le+defi+cubain/?start\\_liste=12](http://www.editoweb.eu/vive_cuba/search/le+defi+cubain/?start_liste=12)

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PCC ET DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CUBA : Brutales mesures économiques et politiques contre notre pays et contre les Cubains vivant aux Etats-Unis, La Havane, le 7 mai 2004.

Discours de Bruno Rodriguez Parrilla devant l'ONU, préalablement au vote sur la résolution 65/6, 25 octobre 2011.

Le blocus de Cuba, obstacle à la Solidarité Internationale  
Françoise Lopez pour Cuba Si France Provence, 18 novembre 2011.

FAUT-IL ETRE UN PAYS RICHE POUR AIDER LES AUTRES ? L'exemple de Cuba,  
Françoise Lopez pour Cuba Si France Provence 15 novembre 2006.

L'ALIMENTATION A CUBA, UN EXEMPLE POUR LE TIERS-MONDE, Françoise  
Lopez,pour Cuba Si France Provence, 13 novembre 2009.

Les documents de Cuba Si France Provence sont téléchargeables sur notre site  
<http://vivecuba.e-monsite.com/pages/documents-semaine-de-la-solidarite-internationale.html>